

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG114/1

16 janvier 2001

(01-0198)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET L'ARMÉNIE

Le texte de l'Accord entre la République kirghize et l'Arménie est reproduit ci-après.

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

Le Conseil des ministres de la République kirghize et le gouvernement de la République d'Arménie, ci-après dénommés les parties contractantes,

Aspirant au développement de la coopération commerciale économique entre la République d'Arménie et la République kirghize sur la base de l'égalité et des avantages réciproques,

Procédant du droit souverain de chaque partie contractante de mener une politique économique étrangère indépendante et d'assurer l'exécution de ses obligations internationales et de réaliser ses intentions déclarées,

Ayant l'intention de faciliter la création d'un marché unique des marchandises, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre,

Conviennent de ce qui suit:

Article premier

1. Les parties contractantes n'appliquent ni droits de douane, ni taxes ou prélèvements ayant un effet équivalent à l'exportation ou à l'importation de marchandises en provenance du territoire douanier de l'une des parties contractantes et destinées au territoire douanier de l'autre partie contractante. Le régime des échanges entre les deux pays est déterminé par des documents annuels qui font partie intégrante du présent accord.

2. Aux fins du présent accord et tant qu'il restera en vigueur, on entend par marchandises originaires du territoire des parties contractantes:

- a) les marchandises entièrement fabriquées sur le territoire des parties contractantes;

- b) les marchandises ouvrées sur le territoire des parties contractantes à partir de matières premières, de matériaux et de pièces provenant de pays tiers de telle façon que le classement dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises soit modifié au niveau des positions à quatre chiffres;
- c) les marchandises fabriquées à partir des matières premières, des matériaux et des pièces mentionnés à l'alinéa b), à condition que leur coût total ne dépasse pas une certaine proportion du prix à l'exportation des marchandises mises sur le marché.

Article 2

Les parties contractantes s'engagent à ne pas:

- frapper directement ou indirectement les marchandises relevant du présent accord, de taxes ou de prélèvements internes dépassant les taxes ou prélèvements frappant des marchandises similaires de production nationale ou en provenance de pays tiers;
- introduire, s'agissant de l'importation ou de l'exportation de marchandises relevant du présent accord, des restrictions ou prescriptions spéciales qui, dans une situation analogue, ne s'appliqueraient pas aux marchandises similaires de production nationale ou en provenance de pays tiers;
- en ce qui concerne l'entreposage, le transbordement, le stockage et le transport de marchandises en provenance de leur territoire et en ce qui concerne les paiements et le transfert de fonds, appliquer des règles autres que celles qui s'appliquent de manière analogue à leurs propres marchandises ou à des marchandises en provenance de pays tiers.

Article 3

1. Les parties contractantes s'abstiennent d'introduire des restrictions quantitatives ou des mesures constituant de telles restrictions pour tout ce qui touche à l'exportation et à l'importation de marchandises dans le cadre du présent accord.

2. Les restrictions quantitatives dont il est question au paragraphe 1 du présent article peuvent être établies unilatéralement, mais uniquement dans des limites raisonnables et pour une durée strictement déterminée:

- dans le cas de pénurie grave du produit sur le marché intérieur, jusqu'à ce que la situation soit stabilisée;
- dans le cas de déficit important de la balance des paiements, jusqu'à ce que la balance des paiements soit stabilisée;
- aux fins de l'application des mesures énoncées à l'article 4 du présent accord.

3. Les restrictions quantitatives dont il est question dans le présent article peuvent être établies également sur la base d'un accord mutuel des parties et figurent dans les documents annuels mentionnés au paragraphe 1 de l'article premier du présent accord.

4. Une partie contractante qui applique des restrictions quantitatives conformément au paragraphe 2 du présent article doit, à la demande de l'autre partie contractante, communiquer des renseignements complets sur les motifs de cette mesure, ainsi que les modalités et la durée prévue desdites restrictions.

5. Les parties contractantes s'efforcent de régler toutes les questions liées à l'application de restrictions quantitatives conformément au paragraphe 2 du présent article par voie de consultation.

Article 4

Les parties contractantes n'autorisent pas la réexportation de marchandises à l'égard desquelles l'autre partie contractante dont proviennent ces marchandises applique des mesures de réglementation tarifaire et/ou non tarifaire.

La réexportation de ces marchandises vers des pays tiers est possible uniquement avec le consentement écrit et selon des modalités et conditions déterminées par l'organe compétent du pays d'origine desdites marchandises. En cas de non-respect de cette disposition, une partie contractante dont les intérêts ont été lésés a le droit d'introduire unilatéralement des mesures de réglementation des exportations de marchandises vers le territoire de l'État qui a procédé à une réexportation non autorisée. En outre, ce dernier remet la totalité des devises provenant d'une telle réexportation au pays d'origine desdites marchandises.

On entend par réexportation l'exportation d'un produit originaire du territoire de l'une des parties contractantes, au sens du paragraphe 2 de l'article premier du présent accord, par l'autre partie contractante, à destination d'un pays tiers.

Article 5

Les parties contractantes échangent à intervalles réguliers des informations portant sur les questions douanières, y compris les statistiques douanières. Les organes compétents des parties contractantes déterminent les modalités d'échange de ces informations et leur quantité.

Les parties contractantes s'informent l'une l'autre de toute dérogation unilatérale aux droits de douane en vigueur.

Article 6

Les parties contractantes reconnaissent l'incompatibilité des pratiques commerciales déloyales avec les objectifs du présent accord, notamment les suivantes:

- les ententes entre entreprises ou groupements d'entreprises visant à empêcher ou à restreindre la concurrence, ou constituant une entrave à la concurrence sur le territoire des parties contractantes;
- toute mesure grâce à laquelle une ou plusieurs entreprises exploiteraient leur position dominante pour limiter la concurrence sur l'ensemble ou sur une grande partie du territoire des parties contractantes.

Article 7

Lorsque les parties contractantes prennent des mesures d'ordre tarifaire et non tarifaire dans le cadre de leurs relations économiques bilatérales, aux fins d'échanger des renseignements statistiques et d'appliquer les procédures douanières, elles conviennent d'employer une nomenclature unique à

neuf chiffres, basée sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et la Nomenclature statistique de l'Union européenne. Pour leurs propres besoins, elles établissent le cas échéant une nomenclature plus détaillée (au-delà de neuf chiffres).

Article 8

Les parties contractantes conviennent de ne verser aucune aide publique sous forme de subventions aux entreprises ou sous toute autre forme si cette aide publique risque de fausser les conditions économiques normales sur le territoire de l'autre partie contractante.

Article 9

Les parties contractantes conviennent que le respect du principe de la liberté de transit constitue la principale condition à satisfaire pour atteindre les objectifs du présent accord et constitue un élément essentiel de la division internationale du travail et de la coopération internationale.

Chaque partie contractante garantit la liberté de transit, sur son territoire, de marchandises en provenance du territoire douanier de l'autre partie contractante et/ou de pays tiers et destinées au territoire douanier de l'autre partie contractante ou de tout autre pays tiers. Chaque partie contractante met à la disposition des exportateurs, des importateurs ou des transporteurs tous les moyens et services disponibles et nécessaires pour assurer le transit à des conditions non inférieures à celles régissant la mise à disposition de moyens et de services à ses propres exportateurs, importateurs ou transporteurs ou à ceux de tout pays tiers.

Les parties contractantes conviennent que tout prélèvement perçu sur le transit, quelle que soit la forme du transport, y compris les frais de chargement et de déchargement, doit être justifié sur le plan économique.

Les parties contractantes concluront un accord spécial sur les questions relatives au transit.

Article 10

Rien dans le présent accord ne peut empêcher une partie contractante de prendre des mesures jugées nécessaires pour protéger ses intérêts vitaux ou qui sont de toute évidence nécessaires pour l'exécution d'accords internationaux dont elle a l'intention de devenir signataire, si lesdites mesures portent sur:

- des informations ayant des incidences sur les intérêts de la défense nationale;
- le commerce d'armes, de munitions et de matériel militaire;
- une enquête ou une production ayant trait aux besoins de la défense;
- la livraison de matières ou de matériels utilisés dans l'industrie nucléaire;
- la défense de la moralité publique et de l'ordre public;
- la protection de la propriété industrielle ou intellectuelle;
- l'or, l'argent, les métaux ou pierres précieux;
- la protection de la santé des personnes, et des animaux et la préservation des végétaux.

Article 11

Les dispositions du présent accord remplacent les dispositions des accords conclus antérieurement entre les parties contractantes si celles-ci sont soit incompatibles avec les dispositions du présent accord, soit identiques à celles-ci. Les parties contractantes chargent leurs autorités d'établir un protocole réglant cette question.

Article 12

Le présent accord ne modifie en rien la validité d'autres accords conclus antérieurement par les parties contractantes avec des pays tiers.

Article 13

Rien dans le présent accord n'empêche les parties contractantes d'établir des relations avec des États qui ne sont pas parties au présent accord, des associations dans ces pays et des organisations internationales, sous réserve que ces relations ne soient pas contraires aux dispositions ou objectifs du présent accord.

Article 14

Tout différend entre les parties contractantes portant sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord est réglé par voie de négociation.

Article 15

Pour concrétiser les objectifs du présent accord et formuler des recommandations visant à améliorer la coopération économique commerciale entre elles, les parties contractantes conviennent d'établir une Commission mixte kirghize-arménienne.

Article 16

Les parties contractantes conviennent que la République d'Arménie peut établir un bureau de représentation commerciale en République kirghize et que celle-ci peut établir un bureau de représentation commerciale en République d'Arménie. Le statut juridique de ces bureaux, ainsi que leurs fonctions et leur lieu d'implantation sont en outre convenus par les parties contractantes.

Article 17

Tout État peut, sous réserve de l'approbation des parties contractantes, adhérer au présent accord selon les modalités convenues entre l'État adhérent et les parties contractantes.

Article 18

Le Protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange que les Parties doivent signer dans un délai d'un mois à compter de la date de signature du présent accord forme partie intégrante de celui-ci.¹

¹ Le Protocole est reproduit en annexe.

Article 19

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de l'échange des notifications sur l'accomplissement de toutes les procédures juridiques requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.

L'Accord prend fin à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de la notification écrite de l'une des parties contractantes le dénonçant.

Le présent accord s'applique, après sa dénonciation, aux contrats conclus entre les entreprises et les organisations des deux pays signataires non exécutés pendant la période de validité dudit accord.

Fait à Erevan le 4 juillet 1994, en deux versions originales, chacune étant en kirghize, en arménien et en russe. Tous les textes font également foi.

ANNEXE

Protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange en 1994, dans le
cadre de l'Accord de libre-échange conclu entre le Conseil des ministres
de la République kirghize et le gouvernement de la
République d'Arménie, en date du 4 juillet 1994

Le Conseil des ministres de la République kirghize et le gouvernement de la République d'Arménie, ci-après dénommés les parties, conviennent de ce qui suit:

Article premier

Les exceptions prévues par l'article premier de l'Accord de libre-échange conclu entre le Conseil des ministres de la République kirghize et le gouvernement de la République d'Arménie, en date du 4 juillet 1994 (ci-après dénommé Accord de libre-échange) s'appliquent aux marchandises soumises aux textes de loi des parties.

Les parties s'informent immédiatement l'une l'autre de toute modification apportée à la législation interne relative aux questions susmentionnées.

Article 2

En ce qui concerne les marchandises exportées auxquelles s'appliquent des droits de douane et des restrictions non tarifaires, conformément à l'article premier du présent Protocole, les parties s'accordent mutuellement le traitement NPF s'agissant des éléments suivants:

- droits de douane et prélèvements sur les exportations de marchandises, y compris les modalités de perception de ces droits et prélèvements;
- procédures et règles régissant l'exportation et l'importation de marchandises, y compris celles ayant trait au dédouanement, au transit, à l'entreposage et au transbordement;
- taxes et autres prélèvements internes, directs ou indirects, frappant les marchandises exportées (importées);
- règles ayant trait à la vente, à l'achat, au transport, à la distribution et à l'utilisation de marchandises sur le marché national;
- modalités de paiement.

Article 3

Les dispositions de l'article 2 du présent Protocole ne s'appliquent pas aux avantages et privilèges accordés par chacune des parties:

- aux pays tiers dans le cadre de la création d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange, ou résultant de la création d'une telle union ou zone;
- aux pays en développement en application d'accords internationaux.

Article 4

Le présent Protocole fait partie intégrante de l'Accord de libre-échange et entre en vigueur à la date de sa signature.

Article 5

Le présent Protocole entre en vigueur à la date de sa signature et reste en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau protocole, tel que prévu à l'article premier de l'Accord de libre-échange, soit signé.

Fait à Erevan, le 4 juillet 1994, en deux versions originales, chacune étant en kirghize, en arménien et en russe. Tous les textes font également foi.
